



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

BOLLORÉ ET LE TOGO, MAI 2018

FM LIBERTÉ – Radio de la Diaspora Togolaise

Chicago, Etats-Unis

www.fmliberte.com

Émission « Visages d'Afrique »

Journaliste : Bill Emile Davolk sur FM Liberté, la Radio de la Diaspora

Dr Yves Ekoué AMAÏZO va nous aider à décrypter un peu la complexité de l'affaire Bolloré dit « Bolloré Gate ».

<http://www.fmliberte.com/> Ecouter :

Interview du Dimanche 6 mai 2018 – 14h à 15h. Mise en ligne le 11 mai 2018

Entretien avec l'invité :

Dr. Yves Ekoué Amaïzo, Directeur Afrocentricity Think Tank, et Coordonnateur du Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU-TOGO-DIASPORA)

Sujet : Bolloré et le Togo

Ecouter le postcast : <https://www.youtube.com/watch?v=1DO6X7AOE4A>

QUESTIONS DE FM LIBERTÉ

- *Bill Emile Davolk : Première partie : Affaire Bolloré : pourquoi la justice française a décidé de s'intéresser aux affaires africaines de l'une des plus grosses fortunes de l'Hexagone ?*

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO : Je vous remercie pour l'invitation. Ce qu'il y a de sûr ce n'est pas pour les beaux yeux du peuple togolais. La justice française mène une enquête de plus de 6 ans sur des soupçons de corruption dans l'obtention de la gestion des ports de Lomé au Togo, et de Conakry en Guinée. Pour se faire, Vincent Bolloré le patron de la multinationale Bolloré avec ses multiples sociétés en cascade et servant d'écran est soupçonné de « corruption d'agent public étranger ». Il a été mis en examen le 24 avril 2017 pour corruption de « chef d'Etat africain ».

En filigrane, il me semble qu'il faut rappeler que l'ex-Président français Nicolas Sarkozy s'est personnellement engagé pour imposer Vincent Bolloré au Togo. Mais l'ex-Président François Hollande a fait de même pour le même Vincent Bolloré pour le Cameroun. Donc, gauche ou droite, les intérêts de la France passe avant tout. Toutefois, le lien avec la mise en examen de l'ex-Président Sarkozy ne peut être exclu, surtout si un retour éventuel en politique ne pouvait se faire qu'avec une partie du sponsoring de Bolloré, ce qui fut le cas lors de l'élection de Sarkozy comme président de la république française.

Selon le Groupe Bolloré, le chiffre d'affaire en Afrique du Groupe serait « officiellement » 20 % alors que selon le cabinet de chiffre d'affaires sur le continent africain alors le cabinet d'audit bureau d'études EXA sont estimés autour de 80 % de bénéfices, jamais contesté par le Groupe Bolloré. Donc sans l'Afrique, le Groupe Bolloré ne peut exister. Rappelons que le Groupe Bolloré ne communique pas sur ses activités et surtout ses bénéfices. Il s'agit essentiellement de concession portuaires, ferroviaires, des plantations et tout un système d'organisation de la logistique intégrée. Mais la critique tend à arriver à la conclusion que là où il y a le Groupe Bolloré, il n'y a pas ou plus de concurrence. L'absence de compétition signifie carrément qu'il y a une situation de monopole de fait, ce qui a pour conséquence d'augmenter mécaniquement et de manière substantielle les



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

prix des biens importés et parfois exportés là où l'on retrouve le Groupe Bolloré (citons la Côte d'Ivoire, le Togo et bien d'autres pays).

Mais les conditions parfois opaques dans lesquelles les marchés sont attribués au Groupe Bolloré posent le problème du corrupteur et du corrompu, et plus généralement la mauvaise gouvernance encouragée, sinon organisée, par certains dirigeants africains ou leurs affidés souvent à la tête de sociétés intermédiaires qui obtiennent parfois les contrats en tant que nationaux et se mettent en partenariat avec le Groupe Bolloré. C'est plutôt ce cas de figure qui prévaut au Togo. Alors mettre toute la responsabilité sur ce groupe français d'exploiter certaines parties d'Afrique, c'est oublier que les dirigeants africains – surtout en zone francophone – sont les premiers bénéficiaires du système, ce aux dépens des populations.

Bill Emile Davolk : Vincent Bolloré clame son innocence et dit ne rien se reprocher. Pensez-vous qu'il a été vraiment transparent et qu'il est victime de préjugés sur l'Afrique corrompue

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. En matière de justice, personne n'a le droit de penser quoi que ce soit. Il faut laisser la justice suivre son cours normal. D'ailleurs en droit français, Vincent Bolloré est présumé innocent. En droit togolais, il bénéficierait soit de l'impunité ou alors croupirait en prison sans avoir pu faire valoir sa défense. C'est cela qui s'est passé pour son concurrent au mois de mai 2009 au Togo, Mr Jacques Dupuydauby de la société Progossa SE2M/SE3M, qui a dû quitter précipitamment le pays suite à un mandat d'arrêt lancé par le Gouvernement togolais. La concession pour 35 ans venait d'être attribuée au Groupe Bolloré juste avant les élections de 2010.

Emile Davolk : En Guinée où Alpha Condé est cité comme bénéficiaire des services de Bolloré en contrepartie du port de Conakry, le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête alors qu'au Togo de Faure Gnassingbé, le ministre Gilbert Bawara déclare qu'il n'y aura aucune collaboration avec la justice française. Pourquoi cette attitude du régime RPT-UNIR qui a concédé le Port Autonome de Lomé à Bolloré pour 35 ans ?

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. D'abord, il est préférable de restituer fidèlement la réalité. Le Gouvernement guinéen a affirmé qu'il allait collaborer avec les services juridiques français même si le Président Alpha Condé annonce qu'il va porter plainte pour diffamation et fausses informations. La corrélation entre les services du Groupe Bolloré notamment l'agence d'information Havas rendus au Président guinéen pour son élection font l'objet justement de l'enquête. Donc on ne peut préjuger du résultat aujourd'hui.

Le Gouvernement togolais ne voit pas de « rapport » entre ce qui arrive à Vincent Bolloré en France et les attributions de contrat par le Gouvernement. Sur ce point, il faut aller dans le détail. Le système togolais s'assure souvent d'attribuer les contrats à des sociétés privées dont les responsables sont liés au pouvoir en place. Ce sont ces derniers qui allouent ou pas les contrats à une société, ce souvent dans une opacité juridique qui ne permet pas la transparence des comptes publics. Par ailleurs la relation première entre le gouvernement et les sociétés togolaises relèverait du tribunal administratif alors que les relations seconde entre les sociétés togolaises et le Groupe Bolloré relèverait du juge en charge du secteur privé (tribunal du commerce, civil ou pénal). Les sociétés écrans posent doivent être audités pour s'enquérir de la réalité.

Le 8 avril 2018, il y a eu une perquisition au siège du groupe Bolloré en France. Les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCLIFF) ont pu établir que la concession obtenue au Togo pour le port de Lomé s'est réalisée par une des filiales togolaises



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

de Havas et que cette filiale est dirigée au Togo par Mr Patrick Senam Bolouvi qui n'est rien d'autre que le demi-frère de Faure Gnassingbé. Autrement dit, le contrat intervenant entre l'Etat togolais et la société privée de droit togolais est un contrat en Faure Gnassingbé et son demi-frère, fils de la maman du Président. Les comptes de cette société et les profits réalisés par cette société sont difficiles à obtenir.

Bill Emile Davolk : Dans une tribune en guise de contre-attaque, Vincent Bolloré dans sa peau d'un bienfaiteur pose la question de savoir s'il faut abandonner l'Afrique, je vais ajouter dans sa pauvreté et son sous-développement ?

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. Il y a deux lectures de cette annonce. D'abord, si 80 % des profits du Groupe Bolloré se fait en Afrique, il s'agit d'un coup de bluff car quitter l'Afrique c'est fermer le Groupe Bolloré. Donc, ce n'est pas la vraie explication.

Par contre si vous remplacez le mot « Afrique » par les chefs d'Etat africains, alors vous saisissez mieux la demande de Vincent Bolloré. Il est question d'abandonner les Chefs d'Etat africains qui bénéficient des largesses de Vincent Bolloré qu'ils désignent comme leur ami notamment pour le Président Guinéen.

Alors peut-on parler de « bienfaiteur » quand on investit 20 % et on retire 80 % ? Oui, sauf qu'il s'agit d'un bienfaiteur pour les dirigeants africains francophones.

Abandonner l'Afrique est inexact. Mais pour ce qui est de l'augmentation de la pauvreté et du sous-développement, il convient mieux de s'en prendre aux dirigeants africains qui acceptent des conditions mafieuses d'allocation des contrats de long-terme dans le cadre de privatisation bâclée alors qu'en réalité, il y a des contrats secrets et parallèles qui nourrissent la corruption, l'évasion fiscale et les sorties d'argent illicites du continent.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

— — — —

Deuxième partie, le Togo

Bill Emile Davolk : Où en sommes-nous avec le dialogue ?

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. Le Dialogue était censé durer 10 jours. Avec plus de 4 mois sans résultat tangible, c'est l'échec du vrai « faux dialogue » avec en plus, une suspension des marches pacifiques par le Gouvernement qui estime d'ailleurs que tant que le Dialogue qui a initié unilatéralement n'est pas « terminé », les marches pacifiques feront l'objet de bastonnade et autres interventions musclées entraînant même des morts et de nombreux blessés et de nombreux prisonniers politiques. Plus de 100 citoyens togolais sont en prisons sans jugement actuellement alors qu'il s'agissait justement de la revendication première de la Coalition des 14 partis politiques.

Bill Emile Davolk : Les leaders affirment que la participation à ce dialogue était importante pour prouver à la Communauté Internationale leur bonne foi quant à un dénouement pacifique de la crise. Partagez-vous cet avis ?



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. La réponse est non. Il fallait imposer une « négociation » et non un « Dialogue », surtout le 27^e dialogue avec les 26 précédent un échec. Il n'y a pas besoin de prouver quoi que ce soit à la Communauté internationale qui n'a jamais véritablement soutenu les luttes au Togo mais pour des raisons de protection de leurs intérêts, s'alignaient en définitive sur les positions du pouvoir en place.

Est-ce que le dénouement est pacifique alors que l'on continue à bastonner lors des marches pacifiques. La réponse est non. Donc aillons le courage de dire que la stratégie adoptée par le C14 a échoué, le dialogue avec. Par ailleurs, il n'a jamais été demandé l'avis de la Diaspora togolaise plurielle et indépendante alors que des structures comme le CVU-TOGO-DIASPORA ET Le réseau de coordination de la Diaspora togolaise indépendante avaient régulièrement prévenu que la C14 s'engageait dans un piège du pouvoir RPT/UNIR mais aussi des différents médiateurs et facilitateurs (Guinée et Ghana).

Bill Emile Davolk : Ce dialogue devrait durer 10 jours mais s'est enlisé, nous sommes déjà dans le quatrième mois et on observe plutôt un silence du médiateur principal le président Nana Akufo-Addo. Est-ce qu'il a jeté l'éponge ?

Le principal médiateur était le Président guinéen Alpha Condé. Le président ghanéen était le facilitateur. Aujourd'hui face à l'échec patent du vrai « faux » dialogue, le facilitateur ghanéen change de rôle, ce qui lui permet de ne pas conclure que le Dialogue est un échec. De plus, il devient à nouveau un médiateur à côté du Président guinéen. Tant qu'il n'y aura pas d'annonces officielles, le dialogue n'est pas terminé. Mais qui doit déterminer s'il y a une fin d'un vrai faux dialogue ? Faure Gnassingbé ou la C14 ? la réalité est que la Coalition des 14 partis n'ont pas voulu faire confiance à la Diaspora togolaise plurielle et indépendante qui aurait pu jouer le rôle de facilitateur et même de médiateur et aurait permis une véritable négociation inter-togolaise.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO.

Bill Emile Davolk : Le président guinéen Alpha Condé a été désigné comme second médiateur dans la crise togolaise mais certains ne le voient pas d'un bon œil arguant qu'il n'est pas une référence en matière de démocratie et de transparence. Est-ce que Alpha Condé apportera un plus à la médiation d'Akufo-Addo ?

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. Non, le Président guinéen alors Président de l'Union africaine avait toujours été choisi par ses pairs comme un médiateur dans la crise togolaise. Mais il s'est mis en veilleuse et n'est plus le Président en exercice de l'UA. Aussi, compte tenu de sa volonté de changer la Constitution de son pays et les nombreuses échauffourées dans son pays, la question est de savoir sur quelle base il a été renouvelé dans ses fonctions de médiateur et surtout qu'est-ce qu'il propose aujourd'hui face à l'échec du facilitateur devenu médiateur lui-même. Il y a une véritable confusion des genres, ce qui dénote une improvisation et un manque de professionnalisme, voire un amateurisme qui n'est pas acceptable pour le Peuple togolais.

Bill Emile Davolk : Faure Gnassingbé a insisté sur la tenue de son referendum dans son discours à la nation le 27 Avril 2018. Quelle analyse faites-vous de ce discours au cours duquel il peint le Togo comme un havre de paix, de sécurité, de croissance économique et surtout insiste sur le respect du délai constitutionnel pour l'organisation des élections ?

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. Il n'y a pas de vide juridique au Togo en cas de retard dans les élections. Donc Faure Gnassingbé a menti au Peuple togolais pour justifier sa position. Pour ce qui est du « un havre de paix, de sécurité, de croissance économique », il faut demander aux citoyens togolais si ce qu'il affirme est vrai,



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

notamment depuis le 19 août 2018. Bref, là encore, un mensonge d'Etat. Mais apparemment, cela permet d'accommoder les chancelleries occidentales.

Bill Emile Davolk : Selon Le Ministre Gilbert Bawara, il faut donner la voix au peuple et lui permettre de s'exprimer à travers le referendum. Il ajoute d'ailleurs que l'opposition ne va pas continuer à prendre le Peuple en otage avec les manifestations et Les revendications. Est-ce que les Togolais sont vraiment otages de l'opposition ?

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. Non, les Togolaises et Togolaises ne sont pas otages de la Coalition des 14 mais ils sont otages de Faure Gnassingbé et son système militaro-civil bénéficiant des appuis extérieurs d'entreprises multinationales et de certains Etats occidentaux.

Mr Bawara qui est juriste s'est que le régime qu'il défend avec zèle n'a pas respecté le parallélisme des formes juridiques pour modifier la Constitution de 1992. Donc c'est son système de FG qui a mis en otage le peuple togolais. De plus, il souhaite ne pas revenir à la C92 mais veut refaire le référendum pour permettre que FG recommence au moins deux autres mandats. C'est de la supercherie politique. Les manifestations sont légitimes et prévues par la Constitution. Ce sont les Forces armées togolaises et leurs milices brutales qui ont pris en otage le peuple togolais.

Bill Emile Davolk : Lors d'une conférence de presse la Coalition des 14 a proposé un gouvernement de transition pour opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Faut-il cette transition pour mettre fin à cette crise politique ?

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. Un gouvernement de transition avec Faure Gnassingbé et son système militaro-civil ne changera rien. Il suffit de revoir l'histoire du Togo depuis la conférence nationale et l'expérience de Mr Joseph Koffigoh. Il ne faut pas oublier les accords secrets de défense qui permettent à la France d'intervenir pour remettre au pouvoir le Président du Togo. Donc il faut une transition sans Faure Gnassingbé.

Bill Emile Davolk : La Coalition des 14 semble aujourd'hui à la croisée des chemins, certains parlent d'échec de la révolution et conseillent de reculer pour mieux sauter. Quelles stratégies doit-on adopter pour gagner cette lutte ?

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO. Il faut changer la mentalité des soumissions au sein de la Coalition des 14, élargir cette Coalition avec la Diaspora plurielle et indépendante et la société civile togolaise indépendante.

Il faudra trouver l'opportunité d'assurer la sécurité du Président du Parti National Panafricaine, Mr Tikpi Atchadam afin de permettre lui, sa famille et les membres du PNP de revenir vivre au Togo en toute sécurité et soutenir la lutte.

Le mode de décision devra devenir transparent et surtout démocratique.

Il faudra nécessairement rédiger le programme pour l'avenir du Togo, ce que le réseau de coordination de la Diaspora togolaise indépendante a déjà commencé avec le Collectif pour la Vérité des Urnes au niveau de la Diaspora.

Bill Emile Davolk : Pour conclure, l'un des arguments souvent avancés par les militants du régime RPT-UNIR est que l'opposition est incapable de diriger le Togo et se contente de protester pour protester. Est-ce que l'opposition togolaise à aujourd'hui les leviers pour véritablement exercer le pouvoir et répondre aux aspirations du peuple ?



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

Dr Yves Ekoué AMAÏZO : La réponse n'est pas automatique. La compétence existe au Togo. Est-ce que cette compétence se limite à la Coalition des 14 partis ? La réponse est non. Donc il faut élargir le C14 et surtout avoir des règles de fonctionnement démocratiques et basés sur la majorité sinon il n'y a pas de différence avec le mode de fonctionnement du RPT/UNIR.

Par ailleurs, la compétence se trouve aussi dans la Diaspora et dans la société civile togolaise. Il faut donc aller les chercher sans qu'il ne s'agisse de venir accepter une soumission volontaire au sein du C14.

Enfin, il faut un Programme sur l'avenir du Togo pour rétablir la confiance sur les objectifs à atteindre pour le Peuple togolais.

Je vous remercie. Yves.